

question comme celle de la stabilisation projetée, qui est digne du talent qu'on peut trouver parmi les membres de ce comité.

Il y avait d'autres projets d'aide à l'agriculture, entre autres celui de M. Serkau, relativement à la vente de bétail à la Russie. Le Gouvernement a essayé de faire croire que l'opposition favorisait ce projet? Certes, nous sommes en faveur d'essayer de vendre notre bétail à n'importe quel pays qui voudra payer des prix raisonnables. Bien entendu plusieurs des propositions de Serkau étaient absurdes, mais je crois qu'elles étaient faites pour tâter le terrain, comme le brocanteur fait souvent une offre pour tâter un client en perspective. Je crois que le ministre de l'Agriculture a eu le bon bout; il a montré qu'il voulait faire un marché et échanger notre bétail pour du pétrole ou d'autres produits de Russie, et pour cela il mérite des félicitations. Mais son seigneur et maître est arrivé du milieu de l'océan et a soufflé le projet comme une chandelle, après quoi le ministre a dû se plier. Pourquoi ne peut-on pas faire un marché avec la Russie? Lorsque le parti libéral était au pouvoir, on s'est moqué de nous parce qu'on avait vendu cinq ou six mille chevaux qui mangeaient de la bonne herbe dans nos prairies et qui, au point de vue économique, n'avaient aucune valeur pour nous. Il était beaucoup plus difficile alors de commercer avec la Russie. Pourquoi le parti ministériel qui s'y connaît si bien en finances ne peut-il pas en faire autant? Jusqu'ici il n'y a pas réussi, alors que nos agriculteurs de l'Est et de l'Ouest ont une grande quantité de bêtes à cornes, vaches laitières et bœufs de boucherie, à vendre. La Russie tient beaucoup à avoir ces bestiaux, mais le Gouvernement ne veut pas permettre aux deux parties de s'entendre pour conclure un marché. Est-ce surprendre que le Gouvernement tombe dans l'estime du public? Chaque jour il se déprécie de plus en plus aux yeux d'une grande partie de la population, tellement que les électeurs sont impatients d'aller déposer leurs bulletins de vote. Rien au monde ne pourra le sauver, non pas même ses confrères de la Fédération du commonwealth coopératif, là dans le coin, à ma gauche.

Cette année, les crédits de l'agriculture, la première industrie du Canada, ont été coupés et les députés ministériels ont eu l'air de s'en réjouir. Le ministère précédent les avait relevés avec peine jusqu'au chiffre de 10 ou 11 millions, mais ils sont retombés tout d'un coup à 3 millions et quart de moins. L'opinion publique fut tellement bouleversée que le Gouvernement a remis environ trois quarts d'un million, laissant la diminution à 2 millions et demi. Cette année, on a encore diminué le budget de \$400,000, et l'on nous dit qu'il y aura

une autre réduction de 14 millions sur l'ensemble des crédits pour équilibrer le budget; cela veut dire sans doute que le budget de l'agriculture sera réduit en conséquence.

Ceci dit, on arrive maintenant au précieux budget proprement dit. Le pays a été témoin d'une série d'erreurs qui n'ont pas leurs pareilles dans n'importe quel autre pays ayant un gouvernement responsable. Comme je l'ai souvent signalé, le ministre de l'Agriculture n'a pas la faculté de mener sa tâche à bien. Même s'il était l'ange Gabriel et qu'il connût tout en fait d'agriculture, sans plus d'appui qu'il n'a actuellement de ses collègues, il ne pourrait pas faire réussir l'agriculture au Canada. Je n'entends pas pas là qu'il n'a pas ses petits travers, mais j'ai fait cette déclaration en toute justice pour lui.

J'en arrive maintenant aux produits privilégiés, quand il s'agit de la stabilisation du change. Je ne veux pas que personne pense que j'en veux aux petites abeilles. En mon temps, j'ai fait beaucoup pour le progrès de l'apiculture. Il n'existe pas de manière plus saine et plus profitable de prendre le sucre dont on a besoin, que de consommer du miel. Cela est d'autant plus vrai, depuis que le budget a si considérablement augmenté le prix du sucre.

L'article privilégié dont je veux ensuite parler comprend les produits de l'érable. Je crois que les honorables députés de la province de Québec conviendront que l'ancien gouvernement a été le premier à donner un statut officiel à ces produits. Quand j'étais ministre, dans un temps passé, l'une des dernières choses que j'ai accomplies a été d'organiser un classement officiel de ces articles. Cette manière d'agir a été ridiculisée à l'époque, par l'opposition. On peut confirmer ce que je dis en se reportant au harsard de 1929. Le Gouvernement actuel semble croire que ces produits doivent être placés sur la liste de préférence, alors que d'autres bien plus importants sont laissés de côté. J'ai l'intention d'indiquer les conséquences et les vues inexplicables qui ont guidé le Gouvernement dans le choix des treize produits préférés. D'après les statistiques officielles, l'exportation totale de miel en Grande-Bretagne, au cours des deux dernières années, a été d'environ \$180,000 et l'exportation moyenne de produits de l'érable a été de \$16,000. On ne doit pas oublier que ces articles s'exportent ailleurs qu'en Grande-Bretagne. Néanmoins, le blé et le bois, dont les exportations se chiffrent par millions et dizaines de millions, ne se trouvent pas sur cette liste. Comment expliquer cela? Nos bons amis de la droite se sont creusé la tête et ont été menacés de prostration nerveuse dans leurs efforts pour décou-